

19

Des radios à l'Internet : le rôle des technologies de l'information en tant qu'outils de transparence et de décentralisation du savoir*

Pascal Baba COULOUBALY

Résumé : Le développement d'un pays est fondé sur la démocratisation de l'accès à l'information et aux connaissances. En Afrique ce n'est pas l'Internet qui est l'instrument de la citoyenneté mais la radio qui a connu un développement spectaculaire depuis le début des années 90. La liberté des ondes au Mali permet l'émergence de débats publics, garantit une meilleure transparence du pouvoir et une démystification de l'État tout puissant. Elle permet surtout de lier les savoirs locaux aux savoirs mondiaux en réhabilitant les langues et les modes d'expressions spécifiques à l'Afrique. Quid d'Internet ? Alors que la radio remplit pleinement son rôle citoyen, que les ressources et les infrastructures nécessaires à la croissance des TIC font défaut et que les indicateurs sociaux restent au plus bas, l'Internet semble peu adapté au contexte malien. Pourtant, ne serait-ce que pour des questions éthiques et culturelles, l'Afrique doit s'exprimer sur la grande toile. Afin de ne pas laisser l'Internet devenir un porte-voix des intérêts du nord, les radios rurales peuvent peut-être devenir un relais privilégié entre la culture orale et la culture du Web et permettre un renouveau du dialogue sud-nord.

Démocratisation de l'accès à l'information

* Exposé prononcé le 4 février 1998 lors des journées d'études "Les technologies de l'information au service du développement en Afrique" organisées par l'Institut Universitaire d'Études du Développement et la Fondation du Devenir à Genève.

Dès maintenant pronostiquent certains, la suprématie des États se construit autour de la maîtrise et de la diffusion de l'information, au double titre de la quantité et de la qualité. L'Afrique est attentive à l'émergence des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) : parmi les défis majeurs que le continent doit affronter au siècle prochain, la maîtrise et le partage de l'information tiennent une place de choix.

Pourtant, dès qu'il s'agit de maîtrise du savoir et de développement, l'Afrique a sa perception et ses objectifs singuliers. Si cette singularité ne peut empêcher la nécessité pour elle d'épouser le rythme du monde, elle précise au moins les contours d'une approche : celle qui doit tenir compte de la spécificité de sa situation culturelle pour aboutir à plus d'efficacité. Car, s'il est vrai que l'Internet est le fils de ce siècle, la situation globale de l'Afrique serait, elle, plus proche de refléter des siècles passés. Il s'agit donc de préciser les limites de l'Afrique par rapport à des moyens de communication performants comme l'Internet, tout en maximisant les capacités d'outils de communications classiques comme la radio, mieux adaptée aux réalités financières, politiques et culturelles de l'Afrique d'aujourd'hui.

La question de la place des technologies de l'information dans le processus de démocratisation induit, quant au fond, celle du développement. Il n'y a pas de développement qui ne soit fondé sur la diffusion, mais surtout la décentralisation du savoir et de l'information. Mais quels savoirs et quelle information ? La libération des ondes en Afrique à partir des années 1990 a permis l'émergence et la promotion d'un savoir endogène et d'un type d'information à double flux, dès lors que les populations y ont été impliquées. Quant à l'Internet, si tout le champ du virtuel reste ouvert, son adoption ne va pas sans prôner une approche prudente de la question.

L'évidence est que les TIC, notamment l'Internet, sont encore loin de faire partie du paysage technologique et intellectuel de l'Afrique. Ceux qui discutent et profitent des effets de cette révolution de fin de siècle sont une infime minorité (toujours la même) qui dialogue à distance physique et intellectuelle réelle avec les pays du Nord, par-dessus l'univers culturel et économique de l'Afrique, qualifié par des réalités tout autres.

La situation du réseau de l'Internet au Mali, tient en deux mots. Le Mali a été connecté en septembre 1997, et deux mois plus tard, un conseil des

ministres déléguait à deux organes l'élaboration d'une politique nationale et d'un plan d'action de développement des TIC. Quelques initiatives encore débutantes tel le réseau ANAIS, l'initiative américaine Leland qui pousse à l'extension du réseau, l'accès à l'Internet de quelques ONG : la liste qui rend compte de l'état de la question est assez brève. La seule intervention décisive de l'Internet dans la vie politique nationale demeure, à ce jour, l'organisation des dernières élections générales dont les tempêtes ne sont d'ailleurs toujours pas calmées pour des raisons relevant d'une démocratisation à la hussarde (à ce propos, voir "L'utilisation des TIC dans les élections générales au Mali : promesses et dangers pour la démocratie").

En revanche, la nouvelle technologie de communication et d'information qui a pour ainsi dire explosé avec l'avènement de la démocratie en Afrique se trouve être la radio. Qu'elle soit privée, associative ou rurale, l'appropriation, par la société civile et les partis politiques d'un moyen aussi puissant d'expression a fait faire, à l'Afrique, un saut qualitatif de même dimension que l'Internet dans les pays du Nord.

La technologie de la citoyenneté ou du pouvoir : la radio

La radio, en plus de ce côté magique attaché à toute nouvelle technologie, a été pour les pays africains, l'instrument privilégié de la formation d'une conscience nationale, et éventuellement, un outil d'endoctrinement puissant. On ne peut imaginer, autrement que par ce médium, la possibilité d'émergence de l'État sur des centaines de milliers de km², voire des millions, où les populations étaient étrangères les unes aux autres, en l'absence totale des moindres voies de communication. La radio a été l'outil de pouvoir le plus pernicieux dont les dirigeants ont usé comme d'une panacée pour asseoir et créditer toutes sortes de mystifications politiques, économiques et idéologiques. Le livre de Pean et de Nick sur TF1 dit assez tous les soins qui ont été attachés à la domestication, par le pouvoir, de la radio, puis de la télévision comme instruments de pression et de répression (tout au moins politique) dans des démocraties modernes comme la France. Le jour où la même histoire sera écrite, concernant les pays africains, on verra que l'incompétence de régimes bloqués a été totalement couverte par la propagande d'État (voir plus loin l'article de Katherine Verrier). Le rôle joué et aujourd'hui prouvé par la radio des mille collines dans la conception et la

planification de l'un des plus grands génocides du monde, celui du Rwanda, est seulement le témoignage le plus marquant des enjeux de pouvoir autour de la radio en Afrique.

La révolution populaire la plus authentique (celle qui n'a pas été manipulée) et la plus profonde (du point de vue de l'impact sur les mentalités) a été l'appropriation libre, individuelle ou collective de la radio par la société civile africaine. Le phénomène s'est déroulé en deux étapes. La première a vu des États démantelés, suite à une révolution violente ou des révoltes populaires incompressibles, accéder, à leur corps défendant, à la demande de la société civile de libérer les ondes. Ces cas ne sont pas très nombreux. Même poussés dans leurs derniers retranchements au début des années 1990, la plupart des États se sont repliés avec la radio, cette dernière munition, et ont planté assez de garde-fous pour que cet instrument n'échappe pas totalement au pouvoir.

Liberté des ondes au Mali

Le seul cas où la radio a été carrément arrachée au pouvoir se trouve être celui du Mali, sorti en mars 1991 d'un soulèvement populaire qui fit plus de deux cents morts. Le régime de transition, dominé et conduit par les représentants de la société civile légiféra la libération des ondes dans le sens d'une gestion idyllique de la liberté, en négation totale de l'État que l'on venait de terrasser. La seule contrainte pour ouvrir une station de radio était simplement d'en aviser les autorités, même en l'absence de tout cahier de charges. Pas de limitations ni de spécifications dans les grilles de programme, des taxes et redevances symboliques dues à l'État, lesquelles n'ont d'ailleurs jamais été payées ; voici présentée cette sorte d'abbaye de Thélème qui vit, en trois ans une quinzaine de radios libres émerger dans la seule capitale, le pays profond suivant la vague avec près de cinquante stations privées.

Naturellement, fruits d'une révolution politique d'une rare violence, de nombreuses radios libres s'assignèrent pour tâche d'être des instruments de militantisme au service de causes politiques affichées. Mais même en ce cas, et à la décharge de la majorité d'entre elles qui s'ancrèrent dans le créneau de la culture et de l'animation sociale, l'impact d'autant de canaux d'expression sur l'émergence de la démocratie fut immense.

Le choc le plus spectaculaire si l'on peut dire, c'est que moyennant un investissement de près de 400 FF, un individu ou un groupe de personnes

pouvait publiquement prendre le contre-pied des thèses de l'État, interpellier les plus hautes autorités sur leur gestion, et, malheureusement, aller jusqu'à les insulter, sans encourir le moindre risque, le Président de la République lui-même, pourtant souvent pris à partie, s'étant promis de ne jamais poursuivre aucun organe de communication en justice. Il est vrai que ce Président-là fut le citoyen Alpha Oumar Konaré, initiateur de la première radio libre du Mali ! La démocratie cessait d'être une simple théorie politique pour être un exercice quotidien, puisque la forme la plus prisee d'animation des radios libres est l'organisation de débats publics sur les sujets les plus variés, dans lesquels les auditeurs interviennent en direct. La radio nationale, enserrée dans les travaux ancillaires de l'État, connut une décote rapide au profit de ses concurrentes qui avaient l'avantage incomparable d'émettre presque exclusivement dans les langues nationales.

La démocratie et la transparence tiennent au décodage, à la clarification et à la vulgarisation du langage institutionnel, autre mystification de l'État pour tenir les populations à distance respectable. Cette exégèse n'est déjà pas facile dans les pays du Nord où tout le monde est pourtant sensé posséder l'écrit. Combien difficile est la même entreprise dans un pays comme le Mali où la langue officielle - le français - n'est couramment parlé et écrit que par 8 % de la population ! Les radios libres, en faisant éclater le mythe de l'écrit, en rendant donc leur dignité à des populations frustrées et complexées, ont rendu justice à la culture profonde des peuples africains qui est fondamentalement une culture de l'oralité.

Lier les savoirs locaux et mondiaux

Les radios libres ont démocratisé et décentralisé le savoir, outre le suivi au quotidien de la vie de la nation, les interpellations et les enquêtes sur la marche de l'État et de ses dirigeants. Le concept de démocratie serait superficiel et à usage purement externe s'il ne rendait possible l'accès des populations au capital du savoir mondial, tout en cultivant la spécificité d'un savoir local, savoir relégué par le positivisme au rang de savoir-faire ; savoir du Tiers-Monde qui a péri étouffé ou qui menace de l'être, parce que n'ayant pu créer des techniques et des technologies, il n'a pas permis de dominer le monde. Les radios privées, à cet égard, mènent un combat culturel à la limite de l'idéologie, tant ses implications sont profondes. Comment en effet soigner aujourd'hui, plus de la moitié des populations africaines, incapables qu'elles sont de supporter le coût de la médecine "blanche", sans recourir aux savoirs de la médecine et de la pharmacopée traditionnelles ? Comment impliquer l'extraordinaire dynamisme des

femmes du Tiers-Monde à l'aventure du développement sans les savoirs sous-jacents aux systèmes de solidarité et de partage ? Comment envisager la révolution des sociétés rurales des pays africains sans l'exhumation et la vulgarisation des savoirs anciens d'animation et d'organisation communautaire ?

Pour avoir commencé à donner la parole aux Africains du pays profond à la faveur de l'émergence des radios associatives et rurales, nous nous apercevons que l'information et l'échange d'expériences peuvent semer l'espoir là où des communautés entières étaient bloquées. De petites retenues d'eau relancent la riziculture, créent des potagers, abreuvent le bétail. Des banques de semis introduisent de nouvelles espèces, enrichissent l'alimentation, freinent l'exode rural. 100 dollars prêtés, dans le système du micro-crédit suffisent à telle mère de famille pour créer le petit commerce qui fera vivre la famille et payer la scolarité des enfants. Les commentaires en langues nationales du bulletin météo sur les ondes, des nouvelles méthodes culturales, des semis, de la tenue de la saison sont pour beaucoup dans l'amélioration continue du degré de maîtrise du monde paysan.

Quid d'Internet ?

Le Mali, comme aucun pays, ne peut rester indifférent à une révolution comme l'Internet qui traduit virtuellement en acte l'idée parfaite du village planétaire. Il s'agit là toutefois d'un rêve qui reste malheureusement accroché aux indices décidément incontournables de la réalité macro-économique. Toutes les promesses portées par l'Internet ne feront pas oublier la triste réalité du sous-développement, à commencer par les infrastructures mêmes qui sont à la base de l'implantation de la nouvelle technologie. Le nombre de lignes téléphoniques au Mali est de 26 000 et sera peut-être de 80 000 pour l'année 1998. Ceci fera alors une ligne téléphonique pour 125 personnes, en précisant toutefois que 80 % des abonnés se trouveront dans la capitale, autre déséquilibre freinant l'avenir des TIC dans un pays qui s'étale sur 1 240 000 km². Enfin, le réseau téléphonique est essentiellement analogique et il faudrait de gros investissements pour le transformer en réseau numérique plus adapté à l'outil Internet. Et si dans cinq, dix ans, la téléphonie nationale et notamment rurale tant souhaitée connaissait quelque impulsion, resteraient quelques problèmes de dimension presque éthique à résoudre. Comment en effet concilier la nécessaire reconversion de notre système

éducatif à l'ordinateur et le constat dramatique de notre échec à ne pouvoir scolariser aujourd'hui qu'un enfant sur deux, faute de moyens ? Que devons-nous choisir entre doter un élève d'un ordinateur et en scolariser dix pour le même prix, à l'orée de ce 21^e siècle déjà là ? Mais s'agit-il bien d'un choix ?

Quels que soient les dilemmes et les interrogations que soulève cette révolution, l'Afrique ne doit en aucun cas être absente de la planète Internet, essentiellement à cause des enjeux culturels et politiques fondamentaux qui sont à l'oeuvre dans cette révolution technologique. Car, ce qui est singulier dans ces techniques de communication qui ont su dominer le temps et l'espace, vieux rêve de l'humanité, c'est également leur extraordinaire capacité à tout uniformiser, soumettant à l'empire de la finance les fins et les moyens des plus faibles. L'esprit de responsabilité commande donc d'être bien informés de tous les enjeux de cette révolution pour mettre les peuples en situation de contribuer à l'avènement imminent de ce village planétaire sans en être pour autant fragilisés. Mais, si l'Afrique doit être présente, à quels prix et à quelles conditions ?

S'il est urgent de prendre le relais du monde, il l'est tout autant d'en définir les modalités. Il est d'abord important de savoir, en l'état actuel, qui utilise l'Internet et dans quel but. Il y a bien sûr "la jouissance mandarinale" comme disait J. KI Zerbo de cette mince intelligentsia qui dialogue bien souvent pour son propre compte, à distance respectable d'une réalité africaine sur laquelle elle sait ne pas avoir prise. Quant à la quantité phénoménale d'informations aujourd'hui disponibles sur le web, en quoi sont-elles susceptibles de servir les causes d'un continent dont les données macro-économiques et le simple vécu sont si spécifiquement désespérants qu'elles apparaissent partout marginales au monde occidental ? Une simple statistique, corroborant toute une école de pensée sur le thème suffit à donner la mesure de ce rapport. Au Mali, le secteur dit informel, secteur qui fonctionne en dehors du circuit économique officiel, occupe 85 % de la population et contribue pour 20 à 25 % du Produit Intérieur Brut. Par ailleurs, le taux de francophonie du Mali (c'est-à-dire ceux qui lisent et parlent couramment le français, la langue de l'Internet) n'excède pas 8 %.

Monologues ou dialogues sud-nord

Entre autres problèmes éthiques qui pourraient être soulevés, si les Africains ne peuvent rester en retrait de cette révolution, il reste à définir la collaboration avec le Nord dans une optique d'échange. La grande question est de savoir ce que les Africains ont à donner au nord qui ne soit déjà imposé par celui-ci. Ce ne sont pas le nombre de connections au km² qui indiquera le niveau d'implication des Africains dans la nouvelle aventure. L'affirmation selon laquelle une technologie demeure marginale tant que la culture du milieu ne se l'est pas appropriée n'est pas une affirmation idéologique, mais l'expression de la réalité la plus banale. Tant que les Africains (si jamais ils arrivent à vaincre les problèmes d'infrastructures) ne développent pas sur le net des connaissances et des savoirs qui seraient utiles au reste du monde, le monologue en cours depuis toujours entre le nord et le sud continuera de plus belle.

Les Africains ne sont donc pas quittes, pour cause d'Internet, de développer un esprit d'à-propos et de bon sens appliqué à des connaissances utiles pour les Africains, et originales pour le reste du monde. De nombreux projets concernant les TIC sont en train de tisser une toile d'araignée sur le continent. Pourtant, des millions de femmes au Mali et en Afrique accomplissent chaque jour la corvée du ramassage du bois de chauffe sur des kilomètres. Demain, quand elles entendront sur la radio de leur mari ou de leurs enfants la technique simple de la fabrication d'un foyer amélioré fait des matériaux de la cour, leurs peines seront allégées de moitié. Pour le moment donc, la réalité commande que la radio soit le relais privilégié de l'Internet.